

---

# « Les canaux de transmission de l'inégalité de genre de capital humain à la croissance économique dans l'UEMOA. »

Ouattara Assiata<sup>1,2†</sup> | Aka Brou Emmanuel<sup>2<sup>1\*</sup></sup>

1– « Doctorante à l'Université Felix Houphouët Boigny (UFHB) » à l'UFR-SEG

2 – « Professeur agrégé en économie », Enseignant chercheur à l'UFHB à l'UFR-SEG

## Correspondence :

Ouattara Assiata Anne  
e-mail :  
[anne.ouattara@ensea.edu.ci](mailto:anne.ouattara@ensea.edu.ci)  
anneouattara1@gmail.com

**Références du financement**  
CRDI,  
Centre de Recherches pour le Développement International,  
Grant / Award Numbers :  
108762

## ABSTRACT

L'objectif de cet article est d'analyser de façon empirique les canaux de transmission des effets de l'inégalité de genre de capital humain sur la croissance économique dans la zone UEMOA. Pour ce faire, trois dimensions caractéristiques de l'inclusion du genre ont été considérées : l'éducation, la santé et la fécondité. La relation entre l'inégalité de genre de capital humain et croissance économique a été menée sur un échantillon de 7 pays de la zone UEMOA sur la période de 1991-2018 avec des données secondaires extrait de la base de données WDI. Dans cette perspective, nous avons utilisé la méthode des moindres carrés dynamiques en panel (DOLS). Il ressort de notre analyse que, lorsque les femmes ont la même éducation que les hommes, la croissance économique augmente dans la zone UEMOA. Egalement, lorsque les hommes et femmes ont une longue durée de vie, cela influence positivement la croissance économique dans la zone. Cependant, notre analyse révèle que l'inégalité de genre de capital humain affecte de façon significative et négativement la croissance économique par le canal de la fécondité dans l'UEMOA. De même, le taux de fécondité élevé chez les femmes dans la zone influence négativement la croissance économique. De ce fait, il serait nécessaire d'avoir une contribution combinée du capital humain masculin et féminin pour déclencher des processus vertueux de croissance économique. De même, les sensibilisations en termes de planning familiale doivent redoubler d'ardeur.

## KEYWORDS

Inégalité de genre, capital humain, fécondité, panel, croissance, UEMOA.

## CODE JEL

## 1 | Introduction

Les inégalités de genre désignent les déséquilibres entre hommes et femmes en termes de réalisations. L'inégalité de genre, signifie une répartition inégale de la richesse, le pouvoir et les avantages des femmes et des hommes. Ces inégalités de genre constituent un obstacle majeur au développement. En effet le sexe est un marqueur essentiel de la stratification sociale et économique et, par conséquent, de l'exclusion. Ainsi quelle que soit la classe socio-économique, il existe des différences systématiques entre les sexes en matière de bien-être matériel, bien que le degré d'inégalité varie d'un pays à l'autre et dans le temps. Du point de vue sociologique, l'inégalité des sexes signifie une répartition inégale des richesses, du pouvoir et des avantages entre les femmes et les hommes (Amin et Sabermahani, 2017). Cette inégalité se reflète dans différents domaines sociaux, politiques et culturels, tels que la moindre participation des femmes sur le lieu de travail et leurs faibles salaires, la domination des hommes sur les structures politiques, le pouvoir de décision des hommes au sommet de la famille, et même la dépendance psychologique des femmes vis-à-vis des hommes (Kane, 1998) cite par Amin et Sabermahani (2017).

En conséquence, l'inégalité de genre est une caractéristique de la plupart des sociétés, les hommes étant en moyenne mieux placés dans les hiérarchies sociales, économiques et politiques. Du point de vue du bien-être et de l'équité, ces inégalités de genre sont problématiques car elles réduisent le bien-être et constituent une forme d'injustice dans la plupart des conceptions de l'équité ou de la justice . À cette fin, la nécessité de prêter attention à ce paradigme n'est pas seulement due à sa nature, mais aussi aux conséquences de ce phénomène dans la société.

Depuis plus de deux décennies, l'objectif de réduction des inégalités entre les sexes occupe une place prépondérante dans les organisations internationales et dans les déclarations stratégiques nationales. D'où le sommet du millénaire pour le développement de 2010 qui a fait de l'égalité de genre l'un de ses principaux objectifs. À cet effet, les organisations internationales attirent l'attention des gouvernements sur la question de l'inégalité de genre et les incitent à éliminer l'inégalité de genre à tous les niveaux d'ici 2030 (ODD, en son point 5 et 10). En effet, tendre vers un monde plus égalitaire doit être un objectif essentiel, partagé à l'échelle mondiale, comme en témoignent les Objectifs du Développement Durable (ODD) et par exemple, le plan national pour l'égalité de genre (PAM). Étant donné que l'égalité de genre a un effet bénéfique direct sur le statut économique des femmes, ce qui constitue en soi une raison suffisante pour mener des politiques visant à l'égalité de genre. En outre, on estime que

l'égalité de genre contribue au développement global ou au taux de croissance de l'économie (Banque Mondiale 2012 ; Duflo, 2012 ; FMI, 2013).

De ce fait, le lien entre l'inégalité de genre et la croissance économique devient un sujet qui suscite un intérêt croissant, tant dans la littérature universitaire que dans le domaine politique. Les résultats de la recherche (Klasen, (2018) ; Klasen et Lamanna (2009) ; Dollar et Gatti (1999)) ont montré qu'une répartition équitable des ressources et des postes entre les femmes et les hommes conduit à la croissance économique et à la productivité, et que les pays qui investissent dans l'éducation des filles ont un taux de croissance économique plus élevé (Kalhor & Sadeghi, 2007). Il s'avère également très bénéfique d'investir dans l'éducation et la santé des femmes et de veiller à ce qu'elles aient des perspectives d'emploi (Bloom, 2018).

Bien que des mesures importantes aient été prises pour réduire les inégalités de genre depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, l'inégalité de genre a été considérée comme l'un des principaux obstacles au développement humain. La discrimination en matière de santé, d'éducation, d'émancipation politique des femmes, ainsi le fait d'accorder moins d'importance au développement de leurs capacités et la liberté de prise de décision sont les principales sources de cette inégalité.

Ce cadre d'analyse des mécanismes de transmission de l'inégalité des sexes à la croissance repose sur les prémisses suivantes : l'égalité des capacités, c'est-à-dire que les hommes et les femmes soient sur un pied d'égalité en ce qui concerne les fonctions essentielles (éducation, santé et nutrition). Et est considérée comme une condition essentielle pour l'égalité des sexes dans d'autres domaines. En outre, pour parvenir à l'égalité économique, les femmes doivent être sur un pied d'égalité avec les hommes en ce qui concerne leur capacité à convertir leurs capacités en moyens de subsistance, c'est-à-dire qu'il faut progresser vers l'égalité des sexes en matière de bien-être économique.

Le domaine des capacités saisit les différences entre les sexes en ce qui concerne les conditions préalables nécessaires pour mener une bonne vie. Les différences entre les sexes en matière de capacités conditionnent les probabilités que les femmes et les hommes à l'échelle de l'individu permettront d'atteindre des niveaux particuliers de bien-être économique. Nous nous concentrons ici sur deux indicateurs de capacités considérés par les économistes comme le capital humain qui sont : l'éducation et la santé. Ces deux indicateurs sont tous deux considérés comme des conditions préalables essentielles au bien-être, jetant ainsi les bases de la capacité de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille et donc d'atteindre la sécurité économique.

Les économistes estiment que le capital humain sous plusieurs facettes (éducation, santé, nutrition et la migration) constitue le facteur le plus importants qui peut affecter la croissance économique. Il est même la base de tout développement et de tout progrès social. En effet le niveau global du capital humain dans un pays est largement considéré comme un déterminant important de la croissance économique (Lucas, 1988 ; Krueger et Lindahl, 2001). Il existe un grand nombre d'ouvrages qui ont révélé que l'un des facteurs les plus importants de la croissance économique est le capital humain (Riley, 2012 Lucas, 1988, Mankiw et al, 1992).

Il est de plus en plus connu que le capital humain est un concept large qui identifie les caractéristiques humaines qui peuvent être acquises et qui augmentent les revenus. On considère généralement que les connaissances et les compétences des personnes, acquises en partie grâce à l'éducation, mais peut aussi inclure leur force et leur vitalité, qui dépendent leur santé et leur nutrition. En fait, la vraie richesse d'un pays, ce sont ses hommes et ses femmes.

Au cours des 25 dernières années, de nombreux progrès ont été réalisés sur beaucoup d'aspects du développement humain. Les gens vivent plus longtemps et mènent une vie plus saine et plus créative. Ils sont mieux informés et ont accès aux ressources nécessaires pour bénéficier d'un niveau de vie décent. Entre 2000 et 2010, l'Afrique subsaharienne a connu une croissance plus rapide de son indice de développement humain, qui progressait au rythme annuel de 1,68% en moyenne. Cela dit, ces progrès sont inégalement repartis d'un pays d'un groupe à l'autre. Aussi, entre 2010 et 2014, plus de 90% des pays d'Afrique subsaharienne ont réduit les inégalités en matière de santé et près de la moitié les a réduites dans le domaine de l'éducation.

En Afrique subsaharienne, le nombre d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire a augmenté de 19% entre 1990 et 2015 et la mortalité infantile a chuté de 178,5 à 91,2 décès pour 1000 naissances vivantes durant la même période (PNUD, 2015a). Un progrès impressionnant dans la réduction de la pauvreté a été accompli dans certain pays comme la Gambie (une baisse de 32% depuis 1990), le Burkina Faso, le Niger, la Malawi etc. (CEA, 2015), cité par Mukherjee et al (2018). Pourtant, dans bien des cas, les progrès dans la région sont marqués par des niveaux élevés d'inégalité, dans le domaine de la santé et de l'éducation, et au niveau des capacités nécessaires pour influencer le changement. Ces avancées n'ont pas été universelles et de nombreuses personnes sont encore privées des moyens de subsistance les plus fondamentaux.

Cependant, force est de constater que jusque-là, l'effort consenti par l'Afrique subsaharienne et en particulier la zone UEMOA, dans les domaines de l'éducation et de la santé est encore insuffisant pour faire face aux aléas de la mondialisation qui menacent leurs intérêts. En effet l'indice du bien-être humain, qui intègre le revenu, l'éducation et la santé, montre que le niveau du "développement humain" est le plus faible de toutes les régions du monde. Le dernier rapport du PNUD sur le développement humain montre que l'Afrique a le niveau le plus bas du développement humain de toute région. Ainsi, l'inégalité de genre du capital humain est une réalité dans la plupart des régions du monde, en particulier les pays en développement.

Parmi les nombreux mécanismes plausibles par lesquels l'inégalité entre les sexes affecte l'économie globale, les investissements dans le capital humain et le rôle des femmes dans les décisions relatives à la fécondité sont particulièrement importants. En effet les théories du développement économique à long terme s'appuient de plus en plus sur deux forces centrales : la croissance démographique et l'accumulation de capital humain. Elles soutiennent que ces deux forces dépendent des décisions prises principalement au sein des ménages : la croissance de la population est déterminée par la fécondité des ménages (Becker et Barro, 1988), tandis que l'accumulation de capital humain est partiellement dépendante des investissements des parents dans l'éducation et la santé des enfants (Lucas, 1988). A long terme, la diminution des investissements en capital humain (sur les filles) retarde la croissance économique et le développement. En outre, l'éducation et la santé ont une incidence sur le revenu du marché du travail car les personnes malades sont plus souvent sans emploi (effet de participation) et sont moins productifs par heure de travail (effet de productivité).

Bien que la santé en Afrique soit médiocre par rapport à d'autres pays, elle s'est considérablement améliorée depuis 1960 alors que l'espérance de vie sur le continent n'était que de 41 ans. La santé des femmes est supposée être plus mauvaise que celle des hommes, ce qui implique que les salaires sont inférieurs à ceux des hommes. Par conséquent les hommes sont les seules responsables de l'éducation des enfants. Plus les femmes sont en bonne santé, plus l'économie décolle tôt. La raison en est qu'une femme en bonne santé gagne un salaire effectif plus élevé et, par conséquent, est confrontée à des coûts d'opportunité plus élevés pour élever des enfants. Lorsque la santé des femmes s'améliore, l'augmentation des coûts d'opportunité des enfants réduit le seuil de salaire à partir duquel les investissements dans l'éducation deviennent attrayants. Les périodes de transition et d'éducation de masse se produisent plus tôt. En revanche, l'amélioration de la santé masculine ralentit la croissance économique et retarde la transition. Lorsque les hommes sont en meilleure santé, il n'y a qu'un effet du revenu sur la demande pour les enfants, sans l'effet de substitution négatif (parce que le temps d'éducation des enfants par les hommes est déjà zéro).

Par une réduction de l'inégalité entre les sexes, nous avons généralement à l'esprit une sorte de redistribution entre les sexes vers un résultat plus égalitaire. Bien entendu, si les hommes sont plus instruits que les femmes, un autre moyen de réduire l'écart entre les sexes serait d'accroître l'éducation des femmes, en maintenant l'éducation des hommes constante. Etant donné que le niveau d'éducation moyen dans la société augmente, il y'a un effet positif évident sur la production par habitant. Parce que les hommes et les femmes sont des substituts imparfaits, les inégalités entre les sexes dans la façon dont les capacités distribuées sont inefficaces. En d'autres termes, si les hommes contribuent plus que les femmes, le produit marginal par rapport à l'entrée masculine sera inférieur au produit marginal par rapport à l'entrée féminine. L'élimination de ces écarts entre l'inégalité de genre de capital humain (la santé et l'éducation) va stimuler la croissance économique.

Lorsque les hommes et les femmes sont des substituts imparfaits dans la production et que l'élasticité de la production des femmes n'est pas inférieure à celle des hommes, le biais masculin dans les facteurs de production entraîne une perte d'efficacité pour l'économie. De même, lorsque les hommes et les femmes sont également productifs, la discrimination salariale à l'égard des femmes agit comme une taxe sur leur offre de travail, ce qui, une fois de plus, déprime l'activité économique globale (Klasen et al. (2018)). Tous ces canaux suggèrent qu'une plus grande égalité peut avoir un effet positif immédiat sur la croissance économique. Il n'est de développement économique possible sans présence et intervention de l'homme en tant qu'agent de l'activité économique et non plus seulement comme bénéficiaire de cette activité. Cependant, comme il a été difficile d'agrèger ensemble les dimensions éducation, santé, nutrition et migration pour obtenir un indicateur du capital humain, la composante éducation est souvent privilégiée à cause de ses grandes implications sur les autres dimensions.

De ce fait dans une perspective de promouvoir la réduction de l'inégalité de genre, nous nous sommes posé une série de questions, à savoir : Comment l'inégalité de genre peut-elle affecter la croissance économique ? En d'autres termes, quels peut-être les canaux spécifiques par lesquels l'inégalité genre affecte la croissance ? Ces questions conduisent au fait que les réflexions sur le sujet sont donc loin d'être closes ; elles ouvrent des voies de recherche sur le lien autant sur le plan théorique qu'empirique.

L'objectif général de ce travail est d'étudier le lien entre l'inégalité de genre de capital humain et la croissance économique en Afrique subsaharienne, particulièrement celle de la zone UEMOA. De manière spécifique, il s'agira d'identifier les canaux par lesquels l'inégalité de genre de capital humain affecte la croissance économique.

Pour parvenir à l'objectif, nous testerons l'hypothèse selon laquelle : l'inégalité de genre du capital humain affecte de façon négative la croissance économique. De manière spécifique, la fécondité est un canal par lequel l'inégalité de genre du capital humain affecte négativement la croissance économique.

Cette hypothèse sera testée à partir des données secondaires tirées de différentes bases de données.

Ce document complète les nombreux et excellents aperçus rédigés sur les inégalités de genre dans le domaine du capital humain (éducation et santé) ainsi que sur la croissance économique. La présente étude s'inscrit dans la lignée des travaux antérieurement énumérés.

Le reste du document est structuré comme suit : la section suivante (section 2), présente un bref examen de la littérature. La section 3 décrit les données et présente méthodologie empirique. La section 4 présente les principales conclusions du document.

## 2 | Revue de littérature

Ce travail est étroitement lié à la littérature influente qui aborde la relation entre les différentes formes d'inégalité de genre et la croissance économique. Cette littérature récente sur l'inégalité de genre et le développement a connu une croissance rapide depuis la fin des années 1980 et au début des années 1990 et a inclus le capital humain comme principal déterminant de la croissance.

De nombreuses études ont mis en évidence l'existence d'une relation entre l'inégalité de sexes et la croissance économique. Ces écrits se sont avant tout penchés sur l'impact des inégalités entre les sexes dans l'éducation sur la croissance économique. Les études ont débutées avec Lucas (1988) et Romer (1990). D'où jusqu'à nos jours, il existe une importante littérature décrivant les effets des inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation sur la croissance économique. Et ces différentes études ont souvent trouvé des résultats mitigés, probablement dus à l'absence de cadre théorique (Knowles, Lorgrelly, Owen (2002)) et à la diversité de méthodologies utilisées.

Certains auteurs ont fait des examens critiques des théories qui analysent la relation entre l'inégalité de genre et le développement économique. Cuberes et Teignier, (2014), affirment que les théories existantes offrent un large éventail des mécanismes par lesquels l'inégalité de genre peuvent avoir un effet négatif sur la croissance économique. Ils nous révèlent également qu'il n'existe pas de lien entre la plupart des études empiriques et les théories existantes.

Dans le même ordre, Klasen et al. (2018), trouvent que la grande majorité des théories examinées suggèrent que l'inégalité de genre est un obstacle au développement mais surtout à long terme. Ils révèlent également les mécanismes par lesquels l'inégalité de genre affecte l'économie globale. Et ces mécanismes sont : le rôle des femmes dans les décisions relatives à la fécondité et les investissements dans le capital humain.

En revanche, Seguino (2017), dans une étude examine les principales conclusions de la littérature accordant une attention au rôle de l'inégalité de genre dans la macroéconomie et les implications politiques. Il montre dans son travail que l'inégalité de genre dans le domaine de l'éducation, de la santé, du travail, de l'emploi et des salaires ont des incidences sur la macroéconomie par leur influence sur le taux du PIB. Il trouve que ces effets sont transmis par le biais de l'offre principalement par la productivité du travail et la demande par des dépenses des entreprises des exportations de l'épargne et de l'équilibre des paiements.

L'écart entre les sexes dans l'accès à l'éducation a été associé à un impact négatif sur le taux de croissance économique dans les ouvrages de référence (Barro et Lee (1994), Barro et



Sala-i-Martin (1995), Galor et Weil (1996), Lagerof (2003), Klasen (2002). Si certaines de ces études ont proposé un modèle théorique pour analyser les effets de l'écart entre les sexes dans l'éducation sur la croissance économique (Galor et Weil (1996), Lagerof (2003)), d'autres en revanche ont proposé des preuves empiriques basées sur des régressions entre pays.

Nous résumons dans cette section les conclusions d'un certain nombre de travaux qui visent à identifier les canaux de transmissions de l'effet l'inégalité entre les sexes au niveau du capital humain (Education et Santé) et de la fécondité sur la croissance économique. L'article fondateur de Mankiw et al. (1992) met en évidence une corrélation entre le capital humain (mesuré par le niveau de l'éducation), le revenu et la croissance économique. Dans le prolongement naturel de cette analyse, des articles ultérieurs ont tenté de séparer l'effet du niveau d'instruction des hommes de celui des femmes et fournir des preuves de la relation entre l'inégalité des sexes en matière de scolarisation et la croissance économique.

Dollar et Gatti, (1999), estiment les taux de croissances économique sur cinq ans entre 1975-1990 dans un panel de 127 pays. Ils ont trouvé une corrélation positive entre la croissance du revenu par habitant et le niveau initial de scolarisation des femmes dans le secondaire en contrôlant le niveau d'étude secondaires des hommes. Ils trouvent aussi que l'inégalité des sexes diminue la moyenne du capital humain, car les femmes talentueuses seraient remplacées par des hommes non qualifiés, ce qui peut entraîner une économie inefficace.

Stephan Klasen (1999) a alors utilisé un plus grand intervalle de croissance en faisant l'hypothèse que le capital humain n'est rentable qu'à long terme. Il utilise, d'une part, le ratio rapportant le nombre d'années de scolarité des femmes sur celui des hommes et, d'autre part, le taux de croissance de ce ratio au cours du temps. Il constate alors que ces deux mesures sont positivement corrélées avec la croissance économique.

Klasen et Lamanna, (2009), à l'aide de régressions entre pays et des données de panel sur une longue période de 1960-2000, étudient dans quelle mesure les écarts entre les sexes en matière d'éducation et d'emploi réduisent la croissance économique. Ils trouvent que les écarts entre les sexes dans l'éducation et l'emploi réduisent considérablement la croissance économique (0,7 ; 1,5). Mais les écarts entre les sexes en matière de d'emploi semblent avoir un effet plus important que les écarts entre en matière d'éducation, bien que sa conclusion doive être considérée comme préliminaire.

Les travaux de Lagerlof (2003) montrent qu'une plus grande égalité des sexes dans les niveaux de capital humain des conjoints fait que les couples substituent la quantité à la qualité des enfants, ce qui augmente encore les taux de croissance du capital humain et des revenus.

Climent et al. (2008), dans leur article présentent un modèle dans lequel l'inégalité affecte le revenu par habitant lorsque les individus décident d'investir dans l'éducation en tenant compte de leur espérance de vie qui dépend dans une large mesure du capital humain de leurs parents. Leur résultat montre que l'inégalité de genre en termes de capital humain augmente le taux de fécondité et réduit l'espérance de vie qui entrave le taux d'accumulation du capital humain et partant le taux de croissance.

Selon Morrison et alii ; Amin et alii, 2015, les inégalités de genre sont susceptibles d'affecter la croissance économique à travers trois canaux dont le capital humain (c'est-à-dire la qualité du facteur travail), l'allocation des facteurs de production ainsi que la propension marginale à épargner. Ils soutiennent leur assertion par le fait que l'accumulation du capital humain (c'est-à-dire l'accumulation de compétences, mais aussi les progrès en termes de santé) accroît la productivité du travail. D'où le faible investissement dans le capital humain des femmes restreint alors le potentiel de la croissance de l'économie, surtout si les rendements marginaux de la scolarité des femmes excèdent ceux des hommes. De même, ils trouvent que si des barrières empêchent les femmes de travailler dans certains secteurs ou certaines professions, alors les facteurs ne seront pas alloués vers leur meilleur usage productif. Cette situation va entraîner une inefficacité de l'allocation des ressources qui pèsera à nouveau sur la croissance potentielle. Du fait que les femmes soient d'un plus grand altruisme intergénérationnel, lorsque celles-ci sont dans l'incapacité de percevoir librement un revenu (notamment du travail), donc d'épargner, cela peut freiner le décollage d'une économie surtout dans les pays en développement. Or dans un cadre néoclassique, l'épargne est essentielle pour l'accumulation du capital, en particulier dans les pays en développement.

Les travaux de Galor et Weil (1999), montrent que l'inégalité passe par la fécondité pour affecter la croissance économique. Ils soutiennent cette assertion par le fait que la croissance économique génère une boucle de rétroaction positive en réduisant la fécondité. Ce qui entraîne une transition démographique. Ils trouvent que c'est par cette transition démographique que la fécondité d'un pays subit un déclin irréversible et donc une croissance plus rapide de la production car la production de l'économie d'un pays est modélisée par deux entrées qui sont : la force physique et les capacités mentales.

Kleven et al. (2017), en s'appuyant sur des données micro qui compilent 248 enquêtes menées dans 53 pays entre 1967-2014 couvrant un large éventail de niveau de revenu par habitant pour examiner les effets des inégalités de genre sur le développement économique. Ils soutiennent dans leur travail que le facteur le plus important à l'origine de la convergence du revenu des hommes et des femmes sur le développement est la transition démographique. Ils concluent par la suite que la fécondité diminue considérablement lors de du processus de

croissance et réduit ainsi les implications des enfants. Ils trouvent également que l'inégalité du genre dans l'éducation a un effet sur la croissance et que ces effets sont significatifs mais moins drastique que les effets de la fécondité.

Kazandjan et al. (2016), trouvent que l'inégalité entre les sexes diminue la variété des biens que produisent et exportent en particulier dans les pays à faible revenus et les pays en développement. Et que cet effet se produit par deux canaux : (1) les écarts d'opportunité entre les sexes tels que le taux de scolarisations plus faible pour les filles que les garçons nuisent à la diversification en limitant les réservoirs potentiel du capital humain disponible dans une économie. (2) les écarts entre les sexes sur le marché du travail entravent le développement de nouvelles idées en diminuant l'efficacité de la main-d'œuvre.

Egalement, Balamoune-Lutz et McGilivay (2015), montrent que dans les économies relativement ouvertes, l'inégalité entre les sexes dans l'éducation semble avoir un effet supplémentaire, mais cet effet est systématiquement positif, ce qui suggère que si le commerce contribue à l'augmentation des revenus, il peut s'accompagner d'une plus grande inégalité.

Esuna Dugarova, (2018), montre que l'égalité des sexes est essentielle pour atteindre un large éventail d'objectifs liés au développement durable, qu'il s'agisse de promouvoir la croissance économique et la productivité du travail, de réduire la pauvreté et de renforcer le capital humain par la santé et l'éducation, d'atteindre la sécurité alimentaire, de faire face aux effets du changement climatique et de renforcer la résilience aux catastrophes, ou encore de garantir des communautés plus pacifiques et plus inclusives.

Toben M Anderson (2015), montre qu'assurer une répartition plus égale de l'éducation conduirait à une répartition plus égale des revenus. Cela montre l'importance d'une politique active de distribution via l'éducation qui exige également de mettre davantage l'accent sur la garantie d'une égalité des chances de fait dans les choix et les options en matière d'éducation.

Amin et al. (2015), utilisent des données transversales de 107 pays pour analyser la relation entre l'inégalité de genre et la croissance économique. Ils trouvent qu'une plus grande inégalité de genre entraîne une croissance économique plus faible. Ils concluent cependant que cette relation négative entre l'inégalité de genre et la croissance économique est due au fait que les pays soient pauvres car ce constat ne se fait pas au niveau des pays relativement riches.

Les travaux de Bloom et al. (2015), montrent qu'une meilleure santé des femmes accélère la transition démographique. Ce qui entraîne donc un décollage vers une croissance soutenue.

En revanche, ils trouvent que l'amélioration de la santé des hommes retarde la transition démographique et le décollage car ceteris partibus, elle augmente la fertilité.

Climent et al. (2008), dans leur article présentent un modèle dans lequel l'inégalité affecte le revenu par habitant lorsque les individus décident d'investir dans l'éducation en tenant compte de leur espérance de vie qui dépend dans une large mesure du capital humain de leurs parents. Leur résultat montre que l'inégalité de genre en termes de capital humain augmente le taux de fécondité et réduit l'espérance de vie qui entrave le taux d'accumulation du capital humain et partant le taux de croissance.

Dans cette partie de l'étude, nous avons passé en revue les études ayant analysées le lien entre l'inégalité de sexes dans les domaines spécifiques tel que le capital (éducation et santé) et la croissance économique. Des résultats intéressants ont été trouvés dans toutes les études. Seulement vue la persistance des inégalités de genre en Afrique subsaharienne et particulièrement dans la zone UEMOA, il est important de réviser les résultats de ces différents travaux effectués. En outre, l'idée de recherche des mécanismes de transmission des effets de l'inégalité de genre à la croissance économique n'a été l'objet d'aucune étude dans cette zone. La revue nous a permis d'identifier un certain nombre de variables susceptibles d'expliquer l'effet l'inégalité de sexes sur la croissance économique en s'appuyant sur les travaux théoriques et empiriques de certains économistes. Il serait essentiel d'analyser d'abord les propriétés statistiques de ces variables.

### 3 | Méthodologie et données

L'analyse de l'effet des inégalités du capital humain sur la croissance requiert qu'on mette en œuvre un ensemble de méthodes qui puissent nous permettre de mieux appréhender la relation. Ainsi, cette section vise à présenter en premier les données et leurs sources. Puis en second, la spécification du modèle et la méthode d'estimation.

#### 3.1 | Données

Notre étude porte sur un panel de huit pays de l'UEMOA durant la période 1990-2017. Ces pays sont entre autres : Benin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et le Togo. La dimension temporelle est conditionnée par la disponibilité des données surtout pour ce qui est des variables d'inégalité en termes de capital humain. Pour ce faire, la période d'étude part de 1991 à 2017. La Guinée Bissau a été exclue pour son entrée récente dans l'UEMOA et une absence importante de données qui pourrait les résultats de l'étude.

Nous retenons comme variable dépendante le PIB réel par habitant comme proxy de la croissance économique. En effet le PIB réel est la valeur du PIB qui est indépendant des variables des prix. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production des biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. On ne peut pas savoir uniquement en observant le PIB nominal (en valeur), si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variables se combinent. Lorsqu'on calcule le volume du PIB, les trois approches qui permettraient de calculer le PIB nominal (demande, production et revenu) ne sont plus équivalentes. L'approche par la demande est privilégiée. Cette variable est extraite de la base de données en accès libre des Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (WDI, 2020).

Quant à nos variables explicatives d'intérêt, elles sont représentées d'une part par les inégalités en termes de capital humain notamment l'éducation et la santé et d'autre part par la fécondité. En effet, plusieurs études confirment que le niveau global du capital humain d'un pays détermine pour une large part le niveau de la croissance (Lucas 1988, Krueger et Lindahl 2001).

Les indicateurs de l'éducation sont parmi les mesures les plus importantes du statut des femmes et de l'égalité de genre. L'éducation permet aux filles et aux femmes d'acquérir les connaissances nécessaires pour prendre des décisions éclairées sur leur vie quotidienne. L'éducation d'une mère influence davantage ses enfants que celle du père en termes de ressources (FNUAP s.d.). En outre, l'éducation sert de prédicteur de meilleures opportunités d'emploi parce que les femmes éduquées participent de la main-d'œuvre et gagnent des revenus plus élevés (Chun et al. 2013). Ainsi, les indicateurs de l'éducation mesurent des quantités absolues (le nombre d'étudiants et enseignants) ainsi que des quantités calculées (par exemple, pourcentages, taux, ratios, l'écart absolu entre les sexes et l'indice de parité entre les sexes). Chaque indicateur de l'éducation répond à des objectifs précis. Et les indicateurs de taux d'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'années de scolarité mesurent le stock global de capital humain disponible. Cela étant, nous avons pris comme proxy les inégalités en termes d'éducation le ratio Femme/Homme en matière d'éducation primaire. Ce choix est dû au fait que nous ne disposons pas de données conséquentes sur l'éducation secondaire et tertiaire pour la plupart des pays de notre échantillon.

Quant à la fécondité, certaines études ont pu mettre en évidence que des taux de fécondité élevés réduisaient la disponibilité des femmes à la participation du marché du travail, les empêchant ainsi d'avoir un revenu et participer à la croissance [Castello-Climent (2010)]

La santé est un déterminant du bien-être d'une population, de la participation au marché du travail, la productivité, l'épargne et la fécondité des travailleurs (Chung et al, 2013). Considérée comme un élément clé d'un capital humain solide, la recherche montre que la santé influence directement la croissance économique et le développement. Bloom et al. (2004), ont constaté qu'une augmentation d'un an de l'Espérance de vie augmente le produit brut réel de 4%. De même, Jamison et al. (2007) constatent également que l'amélioration de la santé augmente de 11% la croissance, grâce au niveau de revenu élevé. Les inégalités en termes de santé sont représentées par le ratio Homme/Femme de l'espérance de vie à la naissance. Ce proxy tient du fait que dans les pays d'Afrique subsaharien et particulièrement dans l'UEMOA les femmes ont une espérance de vie plus longue que les hommes. Le fait que les hommes ne vivent pas aussi longtemps que les femmes constitue un handicap à la croissance. Quant à la fécondité, elle est représentée par le nombre moyen d'enfant par femme.

Les variables de contrôle retenues sont celles qui expliquent le taux de croissance en dehors de nos variables d'intérêt. Il s'agit entre autres des investissements représentés par la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB et de l'ouverture commerciale représentée par la somme des importations et des exportations en pourcentage du PIB. Ces variables sont extraites de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2020).

## 3.2 | Méthodologie

### 2-1 Spécification du modèle

Mener à bien le présent travail nécessite qu'on spécifie le modèle qui nous permettra de faire les régressions. Ainsi, notre point de départ est la fonction de production agrégée suivante :

$$Y = f(K, L) \quad (1)$$

De manière plus explicite et par souci de simplification, nous retenons la fonction de production simple de type Cobb-Douglas relativement très connue. Cette fonction de production dite néoclassique est la suivante :

$$Y_{it} = A_{it} K_{it}^{\alpha} L_{it}^{\beta} \quad (2)$$

Où  $\alpha$  et  $\beta$  sont positifs et compris entre 0 et 1,  $Y_{it}$  désigne le produit dans le pays  $i$  à l'année  $t$  ;  $K_{it}$  est le stock de capital physique ;  $L_{it}$  est la force de travail censée varier au taux de croissance de la population ( $n$ ). Celui-ci est supposé être exogène et constant dans le temps. Et enfin,  $A_{it}$  est la productivité globale des facteurs reflétant le niveau de la technologie et l'efficacité de l'économie.

Aussi, la productivité peut être affecter par une participation moins active du potentiel que regorge le capital humain, surtout des inégalités de genre en la matière mais aussi des taux de fécondité (Galor & weil, 1999, Klasen & al. 2018...). Ainsi, nous avons :

$$A_{it} = G(\text{Inégalité}_{it}; \text{Fécondité}_{it}) = A_0 e^{\theta Z_{it}} \quad (3)$$

Pour capter le fait que la fécondité conditionne l'effet des inégalités de genre en matière de capital humain sur la croissance économique, nous introduisons une variable d'interaction entre ces deux variables. Ainsi, nous posons que

$$Z_{it} = (\text{Inégalité}_{it}; \text{Fécondité}_{it}; \text{Inégalité}_{it} \times \text{Fécondité}_{it}).$$

En combinant les équations (2) et (3) et en prenant les logarithmes, le produit par tête nous est donné par :

$$y_{it} = \alpha_0 + \alpha k_{it} + \theta z_{it} + \mu_{it} \quad (4)$$

Au plan empirique, notre approche est voisine de celle développé par Galov & al. (1999) qui utilisent une version étendue du modèle de croissance de SOLOW selon laquelle le PIB par habitant étant une fonction du ratio investissement sur PIB, de l'accumulation de capital humain (ventilé par sexe). Nous établissons un modèle unique en modifiant le modèle ci-dessous de Galor & weil (1999) en utilisant le Produit intérieur brut comme variable dépendante mesurée en fonction du ratio Investissement sur le PIB, la fécondité (nombre moyen d'enfants par femme), le développement du capital humain ventilé par sexes (scolarisation masculine et féminine), l'écart de l'espérance de vie entre hommes et femmes et les importations et exportation de pourcentage du PIB. Ainsi,

Les modèles fonctionnels retenus dans le cas de cette étude se présentent comme suit :

$$PIBH_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 IN\_EDUC_{it} + \alpha_2 FECOND_{it} + \alpha_3 (IN\_EDUC_{it} * FECOND_{it}) + \alpha_4 INV_{it} + \alpha_5 OUV_{it} + \mu_{it} \quad (5)$$

$$PIBH_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 GAP\_SANTE_{it} + \alpha_2 FECOND_{it} + \alpha_3 (GAP\_SANTE_{it} * FECOND_{it}) + \alpha_4 INV_{it} + \alpha_5 OUV_{it} + \mu_{it} \quad (6)$$

Ou la variable endogène est le produit intérieur brut par habitant, *IN\_EDUC* représente le ratio du taux de scolarisation femme/homme, *INV* représente la formation brute du capital fixe en pourcentage de PIB, *OUV* représente l'ouverture commerciale (importation et exportation en pourcentage du PIB) et *GAP\_SANTE* représente l'écart de santé femme -homme et  $\mu$  le terme d'erreur.

## 2.2. Méthode d'estimation

Dans le cadre de cette étude, nous retenons la méthode des moindres carrés dynamiques en panel (DOLS) proposé par Kao et Chiang (1998, 2001) qui lui-même s'inspire de l'estimateur en série temporelle de Stock et Watson (1993). L'avantage de l'estimateur DOLS comparé à une simple procédure des moindres carrés ordinaires, est qu'il rend compte à la fois de la corrélation et du problème d'endogénéité de l'échantillon d'étude. En effet l'équation caractéristique de l'estimateur des DOLS est l'extension d'une régression standard dans laquelle on intègre les retards et les avances des variables exogènes en différence dans la relation de cointégration afin de reproduire asymptotiquement des estimateurs sans biais et d'éviter les problèmes liés à l'estimation des paramètres de nuisance.

Considérons le modèle à effets fixes d'une régression en panel :

$$y_{it} = \alpha_i + x'_{it}\beta + \mu_{it}, \quad i = 1, \dots, N \text{ et } t = 1, \dots, T \quad (1)$$

Où  $y_{it}$  est une matrice de dimension  $(1; 1)$ ,  $\beta$  est le vecteur des pentes de dimension  $(k; 1)$ ,  $\alpha_i$  est l'effet fixe individuel,  $\mu_{it}$  est le terme d'erreur supposé stationnaire. On suppose également que  $x_{it}$  un vecteur de dimension  $(k; 1)$ , est un processus intégré d'ordre 1, pour tout  $i$ , tel que :

$$x_{it} = x_{i,t-1} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Selon Kao et Chiang (1998), le processus  $\{\mu_{it}\}$  peut être projeté sur  $\{\varepsilon_{it}\}$  pour obtenir :

$$\mu_{it} = \sum_{j=-\infty}^{j=+\infty} c_{ij}\varepsilon_{i,t+j} + \vartheta_{it} \text{ avec } \sum_{j=-\infty}^{j=+\infty} \|c_{ij}\| < \infty \quad (3)$$

$\{\vartheta_{it}\}$  est un processus stationnaire de moyenne nulle,  $\{\vartheta_{it}\}$  et  $\{\varepsilon_{it}\}$  ne sont ni corrélés pour les valeurs contemporaines, ni avec les termes en retards et les termes futurs (avances).

Dans la pratique, les retards et futurs sont tronqués et on a :

$$\mu_{it} = \sum_{j=-q_1}^{j=q_2} c_{ij}\varepsilon_{i,t+j} + \vartheta_{it} \quad (4)$$

L'hypothèse faite par Kao et Chiang (1998, 2001) sur les retards et avances ( $q_1$  et  $q_2$ ), est que ces deux paramètres tendent vers l'infini avec  $T$  à un taux approprié, c'est-à-dire :  $\frac{q_1^3}{T} \rightarrow 0$ ,  $\frac{q_2^3}{T} \rightarrow 0$  et  $T^{1/2} \sum_{|j|>q_1 \text{ ou } q_2} \|c_{ij}\| \rightarrow 0$ . En remplaçant  $\mu_{it}$  par son expression dans l'équation de régression standard, on a :

$$y_{it} = \alpha_i + x'_{it}\beta + \sum_{j=-q_1}^{j=q_2} c_{ij}\varepsilon_{i,t+j} + \vartheta_{it} \quad (5)$$

Par conséquent, l'estimateur des DOLS est obtenu à partir de la régression suivante :



$$y_{it} = \alpha_i + x'_{it}\beta + \sum_{j=-q_1}^{j=q_2} c_{ij}\Delta x_{i,t+j} + \vartheta_{it} \quad (6)$$

Toutefois, la mise en œuvre de cette méthode nécessite que les variables soient cointégrées. Les tests utilisés à cet effet seront ceux de Pedroni (1999) et Kao (2000).

### 3.2. Statistiques descriptives

Le tableau ci-dessous fait une brève description statistique de nos variables. Afin de réduire l'amplitude des variables et éviter les biais d'hétéroscédasticité, nous considérons les variables prises en logarithme.

Tableau 1 : statistiques descriptives

Variabiles	Mean	Std dev	Min	Max
Pib par tête	6,511	0,463	5,776	7,387
Inégalité d'éducation	-0,300	0,167	-0,665	0,125
Gap en santé	0,758	-0,393	0,161	1,406
Fécondité	1,767	0,147	1,477	2,050
Gap en santé*fécondité	-0,008	0,636	-0,969	1,128
Inégalité d'éducation*fécondité	-0,021	0,271	-0,678	0,591
Investissement	2,894	0,362	1,912	3,660

avec un écart-type de 0,46. Avec des valeurs minimum et maximum de 5,77 et 7,38. L'inégalité de l'éducation à une moyenne de -0,30 avec un écart-type de 0,17. Avec des valeurs minimum et maximum de -0,66 et 0,13. La fécondité quant-à elle a une moyenne de 1,76, avec un écart-type de 0,15. Et des valeurs minimum et maximum de 1,46% et 2,05. L'investissement ne représente en moyenne que près de 2,89 avec un écart-type de 0,36 et ses valeurs minimum et maximum de 1,91% et 3,66%. Nous constatons également une moyenne de l'ouverture de 4,00% avec un écart type de 0,31 et ses valeurs minimum et maximum de 3,25 et 4,73. Le gap en santé\*fécondité a une moyenne de -0,00 avec un écart-type 0,63. Ses valeur minimum et maximum sont respectivement -0,96 et 1,12. L'inégalité d'éducation\*fécondité donne une moyenne de -0,02% et un écart-type de 0,31. Ses moyennes minimum et maximum sont -0,67 et 0,59.

### Résultats de l'étude

Cette section présente les différents résultats des tests préalables aux estimations puis fait l'interprétation et la discussion des résultats des estimations.

#### 4.1. Résultats des tests préalables aux estimations

Le tableau 2 indique que seules trois de nos variables contiennent une racine unitaire lorsqu'elles sont prises en niveau. Il s'agit des variables d'inégalité en santé, en éducation et la fécondité. Toutefois l'existence de racine unitaire est rejetée pour toutes les variables de l'étude lorsque les variables sont prises en différence première.

**Tableau 2 : Test de racine unitaire**

Variables	Maddala et Wu	
	En niveau	En différence premier
PIB_H	2,700 (0,999)	70,820* (0,000)
IN_EDUC	11,384 (0,655)	67,465* (0,000)
GAP_SANTE	136,062* (0,000)	67,405* (0,000)
FECOND	8,771 (0,845)	68,915* (0,000)
IN_EDUC*FECOND	109,670* (0,000)	205,735* (0,000)
GAP_SANTE*FECOND	20,988** (0,010)	55,012* (0,000)
INVEST	13,265 (0,505)	89,869* (0,000)
OUV	15,331 (0,355)	88,185* (0,000)

Source : Auteur. Note : \*\* (\*) représente la significativité au seuil de 5% (1%).

Quant au test de cointégration, deux types de tests sont menés. D'une part, nous avons les tests de Pédroni (1999) et d'autre part, le test de Kao. En effet, quatre des tests de Pédroni (1999, 2004) rejettent l'absence de l'existence d'une relation de cointégration entre nos variables et ce, pour nos deux modèles. De même, le test de Kao parvient aux mêmes résultats que les précédents. Ainsi donc les tests de première et deuxième génération mis en œuvre indiquent la présence d'une relation de cointégration entre nos variables (Tableau 3).

**Tableau 3 : Résultat test de cointégration**

Tests	Modèle 1		Modèle2	
	Statistique	p-value	Statistique	p-value
Pedroni panel PP	-3,049	0,001	-4,647	0,000
Pedroni pane ADF	-3,977	0,000	-6,846	0,000
Pedroni group PP	-2,197	0,014	-3,314	0,000
Pedroni group ADF	-3,016	0,001	-7,084	0,000
Kao	-3,480	0,000	-2,763	0,002

Source : Auteur

## 4 | Résultats et discussion

### 4.1 | Résultats

Les résultats des modèles 1 et 2 sont dans le tableau 4 ci-dessous. Dans l'ensemble, les estimations suggèrent que toutes les variables sont significatives. Les données utilisées montrent que lorsque l'inégalité de l'éducation des femmes tend vers celle des hommes, cela augmente le niveau du revenu par habitants (2,85). Lorsque l'on réduit l'inégalité de genre au niveau de la santé, cela affecte positivement le revenu par habitant (3,27). En revanche lorsque l'inégalité de genre de capital humain (éducation (-1,63) et santé (-1 ;99)) est associée à la fécondité, le revenu par habitant diminue. Dans les modèles 1 et 2, l'on constate que le niveau élevé de la fécondité réduit le revenu par habitant.

**Tableau 4 : Résultat de l'estimation de la relation de cointégration**

Variables	Modeles1			Modeles2		
	Coefficient	Std Error	Prob	Coefficient	Std. Error	Prob
Inégalité d'éducation	2,856 *	0,741	0,000	.....	.....	.....
Fécondité	-1,077*	0,183	0,000	-4,381*	0,624	0,000
Inégalité d'éducation*fécondité	-1,627*	0,422	0,000	.....	.....	.....
Gap de santé	.....	.....	.....	3,269*	0,956	0,001
Gap de santé*fécondité	.....	.....	.....	-1,998*	0,551	0,000
Investissement	0,065*	0,024	0,008	0,156*	0,024	0,000
Ouverture	-0,086**	0,036	0,019	-1,150*	0,034	0,000

Note : \*\* et \* significativité au seuil de (1%) et (5%)

### 4.2 | Discussion

Cette étude a examiné les différents indicateurs socio-économiques importants et susceptibles d'affecter la croissance économique. Ces indicateurs sont le capital humain (éducation et santé) et la fécondité. Les inégalités en réduisant le revenu par habitant entraîneraient une faible croissance économique et la rendraient moins inclusives, nos résultats sont en accord avec celui du FMI (2015). En effet l'inégalité de capital humain, limite la réserve de talent sur le marché du travail et peut conduire à une allocation moins efficiente des ressources (Cuberes et Teignier (2015) et donc à un ralentissement de la croissance du PIB. Ainsi la persistance

de ces inégalités réduirait le taux d'activité et cela entraverait l'économie des pays concernés. Cependant des études ont montré que l'un des leviers les plus efficaces pour rectifier l'inégalité des chances dans la région est l'amélioration de l'accès à l'éducation, y compris l'accès à l'enseignement technique et professionnel (Anyanwu, Erhyakpor et Obi (2016)).

Notre étude a permis dans un premier temps de montrer que la réduction de l'inégalité de genre de l'éducation affecte positivement et de façon significative le revenu par habitant, nos résultats sont en accord avec celui de Lagerlof (2003), qui stipule que l'égalité de genre dans l'éducation a un impact positif sur la croissance économique. L'étude corrobore avec l'étude de Robert Barro et Lee (1994) qui montrent que l'inégalité de genre de l'éducation influence positivement la croissance économique. Mais lorsque cette réduction de l'inégalité de l'éducation s'associe à un taux élevé de fécondité cela affecte négativement le revenu par habitant. Ensuite, nous avons montré que réduire l'inégalité de genre dans la santé est aussi bénéfique pour l'accroissement du revenu par habitant. Aussi, lorsque cette réduction est associée à un taux élevé de la fécondité cela entraîne une réduction du revenu par habitant.

## 5 | Conclusion

Nous affirmons aux vues de nos résultats que le niveau du capital humain et le niveau de fécondité influencent le niveau de participation des femmes. Le degré de participation des femmes aussi influence le revenu par habitant. Ainsi, l'éducation et la santé sont deux éléments principaux du capital humain qui stimulent la productivité du travail (Garboua et al, (2008) ; Jones (2001). Alors, lutter contre les causes profondes de l'inégalité de genre de capital humain est un moyen d'améliorer la vie des hommes et surtout celle de femmes. Selon, Duflo (2012), comme il est plus probable que les femmes investissent une grande partie du revenu du ménage dans l'éducation de leurs enfants, une augmentation de la participation des femmes à la vie économique et de leurs revenus se traduirait par une hausse des dépenses consacrées à la scolarisation des enfants.

Au regard de la nécessité de réduire les inégalités de genre afin de tirer profit du dividende genre pour améliorer la croissance mais surtout pour l'atteinte des Objectifs de développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 de même que ceux de l'agenda 2063 des Nations Unies, nous avons jugé nécessaire de nous interroger sur le canal par lequel les inégalités de genre de capital humain affectent la croissance dans l'UEMOA. Ainsi, le canal de la fécondité a été identifié. À cet effet, la mise en œuvre de la méthode des moindres carrés dynamiques en panel (DOLS) a permis de montrer que la réduction des inégalités de genre en matière d'éducation et de santé influencent positivement et de façon significative la croissance économique dans l'UEMOA. Dans le même temps, la fécondité élevée influence négativement et significativement la croissance économique dans la zone UEMOA. Alors une réduction des inégalités du capital humain constitue l'un des moyens les plus prometteurs d'accélérer la croissance dans la région, de même qu'une diminution de la fécondité.

Ces différents résultats mènent à des implications de politique économique. Comme les pays en développement se caractérisent par de faibles niveaux de vie et de fortes inégalités de genre, ils peuvent à la fois réduire les inégalités de genre et stimuler leur croissance économique en mettant en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités de genre. Il s'agit entre autres de renforcer les efforts menés dans le domaine de l'éducation pour permettre un accès à la scolarisation aussi bien pour les hommes que les femmes. Sensibiliser et renforcer les structures qui assurent l'éducation des filles afin de leur impulser la valorisation de la connaissance féminine. Il faut par ailleurs que les gouvernements poursuivent les efforts en matière de santé pour tous afin de garantir un mieux-être aux populations et accroître l'espérance de vie des populations.

De même, les sensibilisations en termes de planning familiale doivent redoubler d'ardeur afin de permettre un meilleur équilibre non seulement des familles mais aussi pour donner plus de temps aux femmes de participer à la production de richesse. Les autorités de la zone UEMOA,

doivent prendre en particulier pour donner les mêmes chances aux hommes et aux femmes, notamment en matière d'éducation et de la santé, et pour leur octroyer les mêmes droits juridiques, pourraient doper la croissance par habitant. La réduction des disparités homme-femme permettrait non seulement de stimuler la croissance en affectant plus efficacement les ressources, mais aussi d'augmenter le niveau total d'éducation et d'améliorer le capital humain de la région. Ce qui à son tour, renforcerait encore la croissance.

## Bibliographie

- Amin, M., Kuntchev, V., & Schmidt, M. (2015). *Gender inequality and growth: the case of rich vs. poor countries*. The World Bank.
- Auray, J. P., Duru, G., & Lamure, M. (1990). *Les Fondements théoriques de l'évaluation en économie de la santé*. Alexandre Lacassagne.
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *The quarterly journal of economics*, 106(2), 407-443.
- Barro, R. J. (1996). *Determinants of economic growth: A cross-country empirical study* (No. w5698). National Bureau of Economic Research.
- Becker, G. S. (2010). *The economics of discrimination*. University of Chicago press.
- Schultz, T. W. (1961). Investment in human capital. *The American economic review*, 1-17.
- Becker, G. S., Murphy, K. M., & Tamura, R. (1990). Human capital, fertility, and economic growth. *Journal of political economy*, 98(5, Part 2), S12-S37.
- Benaabdelaali, W., Hanchane, S., & Kamal, A. (2012). Les inégalités de capital humain au Maroc. *Maghreb Machrek*, 212, 27-38.
- Benhabib, J., & Spiegel, M. M. (1994). The role of human capital in economic development evidence from aggregate cross-country data. *Journal of Monetary economics*, 34(2), 143-173.
- Bloom, D. E., Kuhn, M., & Prettner, K. (2020). The contribution of female health to economic development. *The Economic Journal*, 130(630), 1650-1677.
- Doepke, M., & Tertilt, M. (2011). *Does female empowerment promote economic development?*. The World Bank.
- Dollar, D., & Gatti, R. (1999). *Gender inequality, income, and growth: are good times good for women?* (Vol. 1). Washington, DC: Development Research Group, The World Bank.
- Dugarova, E. (2018). *Gender equality as an accelerator for achieving the Sustainable Development Goals*. Discussion Paper, UNDP & UN Women.
- Grossman, M. (1998). On optimal length of life. *Journal of Health Economics*, 17(4), 499-509.
- Jensen, R. T. (2010). *Economic opportunities and gender differences in human capital: Experimental evidence for India* (No. w16021). National Bureau of Economic Research.
- Kazandjian, R., Kolovich, L., Kochhar, K., & Newiak, M. (2019). Gender equality and economic diversification. *Social Sciences*, 8(4), 118.
- Klasen, S. (2000). Does gender inequality reduce growth and development? Evidence from cross-country regressions.
- Klasen, S., & Lamanna, F. (2009). The impact of gender inequality in education and employment on economic growth: new evidence for a panel of countries. *Feminist economics*, 15(3), 91-132.

- Lucas, R. (1988). On the Mechanisms of Economic Growth. *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, N°. 1, pp. 3-42.
- Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *The quarterly journal of economics*, 107(2), 407-437.
- Morrison, A., Raju, D., & Sinha, N. (2007). *Gender equality, poverty and economic growth*. The World Bank.
- Ombati, V., & Ombati, M. (2012). Gender inequality in education in sub-Saharan Africa. *JWEE*, (3-4), 114-136.
- Roger, N. (2015). Afrique : réduire les inégalités dynamise aussi la croissance. Disponible à l'adresse suivante : <https://ideas4development.org/en-afrique-subsaharienne-la-reduction-des-inegalites-dynamise-aussi-la-croissance/>
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of political economy*, 94(5), 1002-1037.
- Sauer, P. (2016). The Role of Age and Gender in Education Expansion.
- Seguino, Stephanie. 2000. Gender Inequality and Economic Growth: A Cross Country Analysis. *World Development* 28: 1211–30.
- Senadza, B. (2012). Education inequality in Ghana: gender and spatial dimensions. *Journal of Economic Studies*.
- Schultz, T. W. (1961). Investment in human capital. *The American economic review*, 1-17



## Annexes